Solidaires Finances Publiques Tarn

Cocagne et Castagne

LE JOURNAL DE LA SECTION SYNDICALE SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES TARN

Des réformes avant les élections

Nous aurions pu croire, comme par le passé, que notre administration allait marquer le pas sur les réformes avant les élections présidentielles, mais il n'en est rien bien au contraire.

Notre Directeur Général, Bruno PARENT, champion de l'antiphrase puisqu'il se déclare très ouvert au dialogue social sur le papier, l'est beaucoup moins dans la réalité. Depuis le début de l'année, ce cher Monsieur sort des tiroirs multitudes de propositions « d'évolutions » apportant chacune leurs lots de régressions pour nous, agents des finances publiques au sens large.

La force de tous les agents de la DGFiP

Cela passe notamment par une réforme des règlements intérieurs des Comités Techniques Locaux et Commissions Administratives Paritaires Locales et Nationales revoyant à la baisse les droits syndicaux des élus qui vous représentent et défendent nos dossiers, nos missions et nos services. Un exemple : dès cette année, les CAPistes Nationaux cadres B auront 4,5 jours au lieu de 11 jours pour préparer plus de 6 000 dossiers de demandes de mutations.

Et il appelle ça une évolution !!

Pour Solidaires Finances Publiques, il s'agit plutôt d'une provocation et d'une régression de nos droits à être représenté et défendu.

Après avoir bien bousculé tous les services au travers des différentes réformes, le temps est également venu pour Mr PARENT de s'attaquer aux cadres A+. En effet, un groupe de travail du 5 avril devait se pencher sur les évolutions des règles de mutations pour 2018. Deux exemples d'évolutions proposées mettraient à mal les règles de gestions en vigueurs, pour les cadres A+ :

- plus qu'un seul mouvement comptable au lieu de deux
- un mouvement local à discrétion du Directeur local !!!!

Quand tout le monde est attaqué, il est temps de faire front commun et de riposter tous ensemble.

Rencontre du 1er type

Jeudi 9 février, Solidaires Finances Publiques Tarn est allé à la rencontre du Directeur Général, en visite dans les services toulousains. Venu pour dispenser la bonne parole, M PARENT n'avait pas l'intention de recevoir toute la région Occitanie.

Il a pourtant fallu qu'il fasse avec ! 45 minutes d'échanges ont été organisées. Cela a été l'occasion pour notre secrétaire, Nicolas CALVEL, de rappeler que la question des moyens est prégnante dans le Tarn : besoin de moyens humains dans la relation avec l'usager (condamnation des fermetures de trésoreries et du "tout internet") et moyens budgétaires pour la conduite des projets immobiliers (déménagement de Castres-Ville).

L'entretien d'évaluation professionnelle : soyez vigilants !

Aux agents qui ont boycotté l'entretien professionnel, comme à ceux qui y ont participé, Solidaires Finances Publiques rappelle la nécessité de bien relire le Compte-Rendu d'Evaluation Professionnelle (CREP). Les adhérents trouveront un certain nombre de conseils à suivre sur le site national. En cas de doute, pour toute question, n'hésitez pas à nous contacter. Nous vous rappelons également que vous avez toutes et tous la possibilité de faire appel : les agents C et A peuvent encore obtenir cette année une réduction ; par ailleurs, il faut soigner ses appréciations littérales et son profil croix. En effet, ces éléments deviennent vitaux pour les tableaux d'avancement et les listes d'aptitude. Mais ce n'est pas tout : le décret instituant la RIFSEEP a été publié. Nous ne savons pas encore quand il sera d'application à la DGFIP. Une chose est sûre : à budget contraint, la rémunération au mérite ne pourra pas récompenser tout le monde. Il faut donc être particulièrement vigilant sur la bonne progression de son dossier.

Comité technique : l'ASR se poursuit à couvert

Par ces temps électoraux troublés, les plus naïfs pourraient croire que notre administration prend du recul et met en pause son Adaptation des Structures et du Réseau (ASR). Cette croyance est en partie vrai, pour ce qui est des fermetures de site et de trésoreries, car ce sont des décisions qui peuvent peser localement au niveau des législatives. Notre direction nous dit d'ailleurs clairement qu'aucune décsion ne sera prise pendant le 1er semestre 2017...
Mais, évidemment, ce n'est vrai qu'en partie car rien n'est dit sur le 2nd semestre. Ne nous leurrons pas : les dossiers envoyés par chaque directeur sont d'ores-et-déjà à l'étude à Bercy et en attente de la décision du prochain ministre. Pas question pour notre directeur de communiquer sur ce qu'il a proposé à la Centrale (il n'y ait pas autorisé). Mais sans vouloir tomber dans l'alarmisme, il faut nous attendre à de prochaines fermetures, peut-être dès le 1er janvier 2018 (en fonction de la majorité parlementaire).
Un exemple dans la poursuite de ces opérations de destruction à couvert : fin janvier, le directeur reçoit les Organisations Syndicales pour faire le point sur l'actualité. Aucune annonce n'est faite sur l'ASR. 1 mois plus tard, nous découvrons en CT que le SPFE (Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement) d'Albi doit déménager à Castres au 1er septembre 2018. Le bulldozer est en marche ; il ne tient qu'à nous de nous mobiliser. Pour cela, nous devrons saisir l'opportunité de la Campagne IR afin de communiquer avec les usagers et de les sensibiliser tant sur le recul du service public que sur la mise à place de cette usine à gaz qu'est le Prélèvement A la Source.

CHSCT : pour les agents, au secours de la Direction

Pour la Direction, le budget du CHSCT est, depuis quelques années maintenant, une béquille dont elle ne saurait plus se passer. Lors de la séance du 27 mars, le discours était d'ailleus très clair : si ce n'est pas fait sur crédit du CHSCT, ce ne sera pas fait du tout. L'an passé, cela nous a amené à financer un certain nombre d'opérations de vérification électrique, qui sont pourtant un impératif en matière de sécurité des batiments et des agents. C'est également le CHSCT qui finance la sécurisation de l'accès aux étages dans nos sites. Après les Centres des Finances Publiques d'Albi et Castres, c'est au tour de Gaillac.
Cela étant, le CHSCT n'a pas non plus vocation à assurer l'entretien du parc immobilier de la DGFIP... en attendant que celui-ci soit vendu. Vos représentants des personnels doivent donc se montrer vigilant que des dépenses sont proposée sur des sites à l'avenir incertain, sans toutefois "punir" les agents qui y exercent actuellement. L'équilibre est délicat, mais sur cette question il est bon de constater que les 3 organisations syndicales font position commune.
Cela étant, nous espérons pouvoir réaliser des opérations pouvant améliorer sensiblement nos conditions de travail. Nous sommes d'ailleurs à votre écoute pour toute suggestion en la matière !

L'expression de Solidaires 81

Qu'est-ce que VISA : Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes

VISA est une association intersyndicale composée d'une cinquantaine de structures syndicales : l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, la FSU et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de l'UNEF et le syndicat de la Magistrature. Les militants de VISA, depuis 1996, recensent, analysent et dénoncent, les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front national sur le terrain social. VISA se veut être un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

VISA considère que les syndicats ont une responsabilité particulière pour dénoncer les pseudos solutions de l'extrême droite qui consistent à dresser les uns contre les autres les précaires, les immigrés, les chômeurs et ceux qui ont un emploi. Ils doivent défendre, de façon intransigeante, dans leur communication et leurs actions, la solidarité de tout le salariat, quels que soient son origine ou son statut. Ils doivent rappeler que les «valeurs» et l'idéologie portées par l'extrême droite sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès défendus par les organisations syndicales.

VISA est partie intégrante de ce combat et y contribue en analysant de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite, en proposant et animant des journées de formation (depuis 2012, une soixantaine de stages organisés, principalement à l'initiative de Solidaires et de la CGT, dans un cadre unitaire la plupart du temps), en publiant des brochures d'information...

En septembre 2015, VISA a ainsi publié : Lumière sur mairies brunes. Ce livre est une « boîte à outils » : on y trouve le récit détaillé des faits et méfaits du Front national et de ses alliés au terme d'une année d'exercice du pouvoir municipal dans les quinze villes qu'ils occupent depuis le printemps 2014.

En septembre 2016, VISA a publié un fascicule argumentaire : Face au FN, réponses et ripostes syndicales. On y trouve l'analyse du positionnement du Front National sur la Loi travail, qui montre bien que ce parti va à l'encontre des intérêts des salarié-es. Un long chapitre est consacré aux orientations du FN en matière d'Éducation Nationale, son dernier terrain de chasse.

Et à l'approche des présidentielles 2017, VISA a produit des analyses sur les premières annonces du programme électoral du FN ; celles-ci sont décortiquées et assorties de réponses syndicales. Tout ce travail est en ligne sur le site : www.visa-isa.org.